

Rapport sur les Orientations Budgétaires 2026



Conseil municipal du 26 février 2026

Sommaire

- ❖ Préambule - obligations légales du Rapport d'Orientation Budgétaire
- ❖ Contexte général
- ❖ Les orientations budgétaires 2026
- ❖ Les prévisions en recettes de fonctionnement
- ❖ Les prévisions en dépenses de fonctionnement
- ❖ Structure des effectifs ressources humaines, rémunération, action sociale
- ❖ Les orientations générales et prévisions en investissement
- ❖ Les prévisions d'indicateurs

❖ Préambule

Obligations légales du Rapport d'Orientation Budgétaire

L1612-26 du CGCT ; LPFP n° 2018-32

- **Phase préalable au vote du budget primitif** (le débat doit se tenir dans les 10 semaines précédant l'examen du budget primitif)
- **Obligatoire dans les communes de plus de 3 500 habitants**
- **Permet à l'assemblée délibérante :**
 - D'être informée sur le contexte économique national et local ainsi que sur la situation financière de la collectivité
 - D'avoir connaissance des grandes orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget primitif
- **Il doit comporter :**
 - Orientations budgétaires envisagées pour l'exercice (évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes, en fonctionnement comme en investissement)
 - Présentation des engagements pluriannuels (PPI)
 - Structure et évolution des dépenses et des effectifs (notamment l'évolution des dépenses de personnel, rémunérations, avantages en nature et temps de travail)
 - Structure et gestion de la dette (capacité d'endettement, de désendettement et d'autofinancement de la collectivité ; profil de l'encours visé).
- **Il doit être transmis** aux élus locaux au moins 5 jours avant le DOB ; au président de l'EPCI dont la commune est membre dans les 15 jours après le vote ; au préfet.

❖ Contexte général

- ❖ Un contexte national pour 2026 de forte tension sur les comptes publics avec un objectif du gouvernement de réduction rapide du déficit et de la dette, au prix d'un effort important demandé aux collectivités territoriales
- ❖ Hypothèses macroéconomiques :
 - ✓ Inflation : prévision de +0,9% pour 2026 (contre 1,1% en 2025)
 - ✓ Croissance du PIB : prévision de +1% pour 2026 (contre 0,9% en 2025)
 - ✓ Déficit public : prévision de 5% du PIB pour 2026 (contre 5,4% du PIB en 2025)
 - ✓ Dette publique : dépasserait les 120% du PIB dans un contexte de hausse du coût du financement
- ❖ Contenu Loi de finances 2026 :
 - ❖ Prélèvement au titre du DILICO 2 passerait de 2Md€ à 740M€ (exonérant totalement les communes et divisant par 2 la contribution des intercommunalités)
 - ❖ La DGF reste stable (non revalorisée sur l'inflation)
 - ❖ La minoration de la compensation liée à l'abattement de 50% des valeurs locatives des établissements industriels serait atténuée (taux de baisse qui passerait de 25% à 19,3%)
 - ❖ Maintien du FCTVA sur les dépenses d'entretien en fonctionnement, report d'un an du versement pour le EPCI
 - ❖ Fond vert sur les projets de transition écologique : 1,15Md€ en 2025, prévision de 840M€ pour 2026

❖ Les orientations budgétaires 2026

Rigueur, recherche efficiente des recettes car elles n'accompagnent plus la dynamique des dépenses de fonctionnement (dont la plus grande partie est contrainte)

Vigilance, réduction des dépenses, sécurisation du process achats

Vigilance sur le niveau d'épargne et la capacité de désendettement

Contribution partagée

■ Les prévisions en recettes de fonctionnement

Hypothèses : maintien des recettes actuelles en attente de nouvelles décisions

- Fiscalité: produit estimé à 8 137K€
 - ✓ Maintien des taux de fiscalité
 - ✓ Revalorisation de 0,8% sur les bases de fiscalité
 - ✓ Taxes additionnelles : prudence par rapport au produit perçu en 2025, prévision établie sur le montant moyen des 5 dernières années
 - ✓ Autres produits reconduits par rapport au réalisé 2025
- Produits des services: produit estimé à 296K€
 - ✓ Reconduction du réalisé 2025 (notamment régie cantines/périscolaire, redevances d'occupation du domaine public communal)
- Dotations, participations :
 - ✓ Reconduction des montants réalisés en 2025 (DGF, CAF, autres subventions de l'Etat...)
 - ✓ Mesure défavorable de la loi de finances concernant l'abattement des allocations compensatrices TFB (-19,3% sur l'allocation compensatrice de TF des locaux industriels)
- Autres produits de gestion courante : reconduction du réalisé 2025 (produit estimé à 146K€)

■ Les prévisions en dépenses de ■ fonctionnement

Hypothèses : maîtriser les dépenses pour préserver l'investissement futur

■ Charges à caractère général (011):

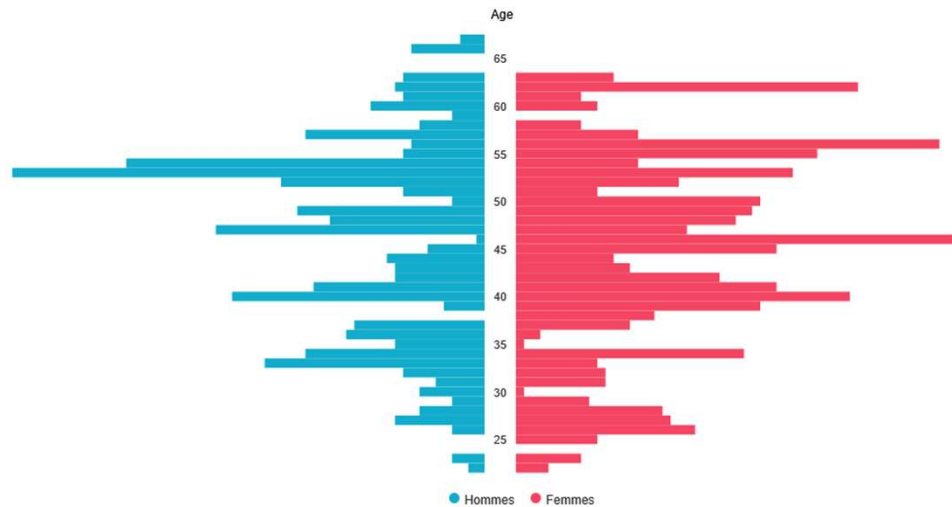
Objectif de reconduction du réalisé 2025 en intégrant les évolutions tarifaires annuelles (fluides, assurances, contrats), le résultat des renégociations de contrats.

■ Dépenses de personnel (012):

- Absorber nos obligations légales (+217K€)
 - ✓ Mesures exogènes 156K€ (3 points CNRACL, hausse cotisation CDG +3pts, avancements d'échelon, allocations chômage indemnités de fin de contrat)
 - ✓ Agents recenseurs (54K€), élections (7K€)
- Une Gestion Prévisionnelle des Emplois Effectifs Compétences (GPEEC) dynamique au service de la population : politique de remplacement en cas de maladie et de départ à la retraite.

■ Subventions et participations (65): maintenir le soutien au tissu associatif

■ Structure des effectifs RH



Regroupement Profil(s)	Age minimum	Age moyen	Age maximum
Titulaires	25 ans	47 ans	67 ans
Contractuels de droit public	19 ans	35 ans	56 ans
Autres	33 ans	45 ans	55 ans

Profil de rémunération	Décembre 2025
Titulaires ou stagiaires (Effectifs -ETP)	98 – 95.32
Contractuels indiciaires (Effectifs - ETP)	18 - 14.03
Autres – instituteurs études surveillées (Effectifs -ETP)	4 - 0.23
Allocataires chômage titulaires (Effectifs -ETP)	1 - 1
Evolution Décembre N-1	-2.48 % (+3.75 %)

Répartition des effectifs sur emplois permanents (hors remplaçants) par catégorie hiérarchique

Nombre d'agents	2023			2024			2025			Evolution 2024/2025 (en %)
	Titulaires	Non titulaires	TOTAL	Titulaires	Non titulaires	TOTAL	Titulaires	Non titulaires	TOTAL	
Catégorie A	6		6	8		8	8		8	0%
Catégorie B	11		11	9		9	10	2	12	33 %
Catégorie C	80		80	81		81	80		80	-1.23%
TOTAL			97			98			100	2.04%

Répartition des effectifs permanents (hors remplaçants) par filière en 2025

Emplois permanents	Effectifs en nombre	Effectifs en % du total	Effectifs en ETP	Effectifs en ETP en % du total
Filière technique	57	57%	56.18	58%
Filière administrative	25	25%	24.10	25%
Filière sociale	9	9%	8.07	8%
Filière culturelle	1	1%	1	1%
Filière animation	4	4%	3.97	4%
Filière police	3	3%	3	3%
Filière sportive	1	1%	1	1%
TOTAL	100	100	97.32	100%

■ Structure de la rémunération, action sociale

Répartition de la rémunération des agents recrutés sur emplois permanents et non permanents

	Libellés	Montants annuels 2023	Montants annuels 2024	Montants annuels 2025	Evolution 2024/2025
Montants bruts	Traitement indiciaire	2 314 787 €	2 478 229 €	2 586 458 €	4.36 %
	Nouvelle Bonification indiciaire	23 557 €	23 121 €	23 930 €	3.50%
	Supplément familial de traitement	31 427 €	28 298 €	26 120 €	-7.69 %
	Primes diverses (régime indemnitaire, astreintes, heures suppl...)	485 027 €	584 133 €	568 078 €	-2.75 %
	Congés payés	11 309 €	4 571 €	3 909 €	-14.48%
	Allocations chômage versées directement	7459 €	11 590 €	4050 €	-65%
Charges patronales		1 270 141 €	1 341 944 €	1 486 926 €	10.8 %
<i>Dont cotisations retraite</i>		716 971 €	770 139 €	834 219 €	8.32 %
Total rémunérations chargées		4 143 707 €	4 471 886 €	4 699 471 €	5.09 %

Coût personnel extérieur (paiement sur facture- personnel Horizon, MIFEN, Intervenants CAEM)

2023	2024	2025	Evolution 2024/2025
206 683 €	132 362 €	100 805 €	-23.84 %

Action sociale

Montants bruts annuels	2023	2024	2025
Participation employeur risque Santé	19 958 €	19 704 €	19 731 €
Participation employeur risque Prévoyance	19 353 €	18 798 €	18 565 €
CAS des actifs	6529 €	6826 €	14 235 €
CAS des retraités	3726 €	3659 €	4055 €
Subvention au COS communal	18 500€	17 000€	17 000€
TOTAL	68 066€	65 987€	73 586€

Aide au transport

	2023	2024	2025
Participation employeur Transport domicile-travail	0	235 €	71 €
Forfait mobilités durables	0	6 000 €	7 300 €

■ Les prévisions en recettes d'investissement

Hypothèses : accentuer le désendettement de la commune

- **FCTVA** (fonds de compensation de la TVA) notifié pour 2026 à **200K€** (623K€ en 2025)
- **TAXE D'AMENAGEMENT** : prudence en raison du nouveau mode de recouvrement (déclaration d'achèvement des travaux)
- **CESSIONS D'IMMOBILISATIONS** sont de l'ordre de 420K€
Vente de terrains au COL (212K€) et sur l'opération DAUDIGNON (208K€)
- **Recherche de subventions** opérée sur chaque projet auprès des institutionnels

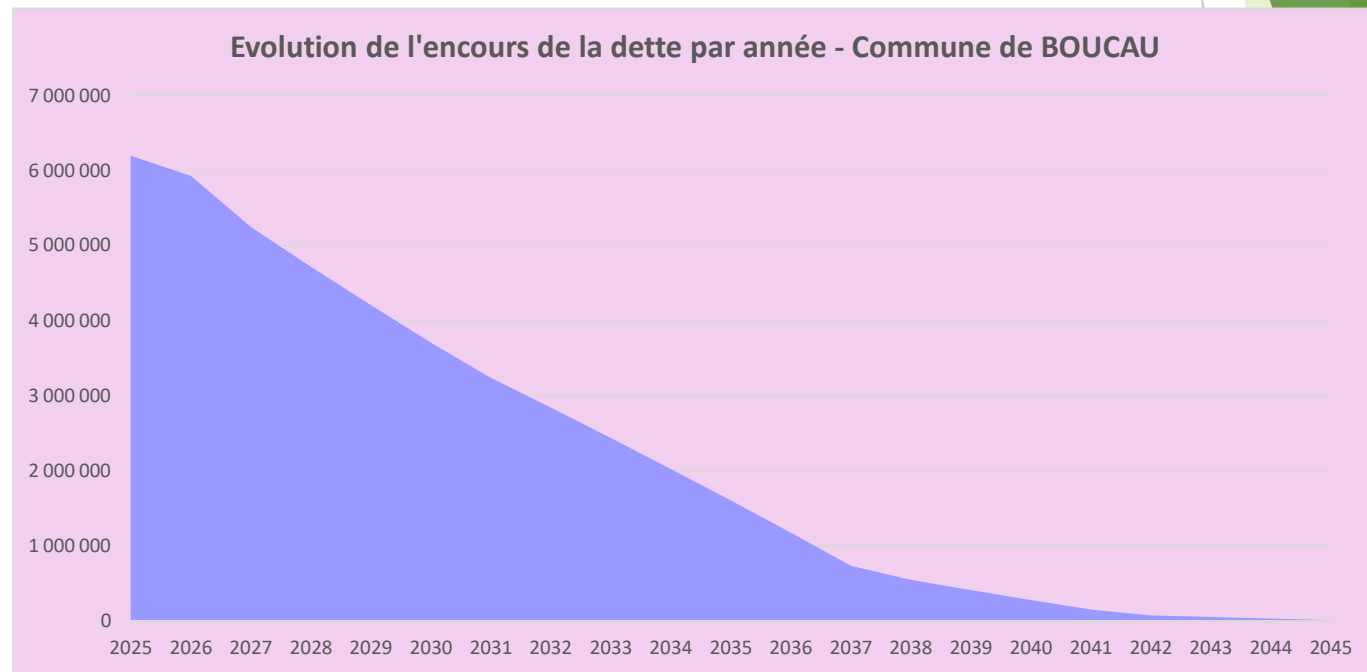
■ Les prévisions en dépenses d'équipements

- Inscription du ¼ des dépenses d'investissement 2025 : 194K€ dont
 - ✓ 17K€ opération Ecoles (films occultants, extincteurs, équipements contrôle qualité de l'air)
 - ✓ 43K€ travaux d'urgence extension crèche Sésé
 - ✓ 7K€ acquisition sableuse (complexes sportifs)
 - ✓ 27K€ travaux réseaux de voirie Allée des Vignes
 - ✓ 57K€ travaux déplacement des serres
 - ✓ 37K€ d'acquisitions de biens (compresseur, tondeuse autoportée, logiciels, tables Centre Vaillant Couturier, équipements contrôle qualité de l'air pour la crèche)
- Subvention HSA opération Daudignon : 52K€
- Travaux dans les bâtiments et patrimoine communaux
- Acquisition de matériels
- Remboursement capital dettes (700K€ bancaires, 70K€ TE64)

❖ Les prévisions d'indicateurs

■ Evolution de l'encours de dette et profil d'extinction

Evolution de l'encours de la dette	
Année	Capital restant dû
2025	6 195 352,38
2026	5 926 186,23
2027	5 243 435,40
2028	4 714 508,32
2029	4 204 155,96
2030	3 701 795,88
2031	3 235 257,43
2032	2 838 098,73
2033	2 433 182,88
2034	2 020 205,22
2035	1 598 847,58
2036	1 168 777,54
2037	729 648,19
2038	542 135,97
2039	404 781,25
2040	274 856,25
2041	144 931,25
2042	69 306,25
2043	47 981,25
2044	26 656,25
2045	5 331,25



■ Epargne brute et capacité de désendettement

EVOLUTION CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

RUBRIQUE	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2026 prev
Produits de fonctionnement réels	7 512 652	7 525 555	7 514 869	7 606 869	7 725 369	7 865 431	7 733 398	8 217 823	8 937 311	9 419 989	9 728 136	10 139 487	10 089 700
- Charges de fonctionnement réelles	6 748 223	6 953 507	6 894 560	7 160 471	7 186 274	7 545 867	7 209 997	7 154 224	7 715 981	8 285 257	8 874 625	9 381 262	9 778 035
= CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT BRUTE	764 429	572 048	620 309	446 398	539 095	319 565	523 401	1 063 599	1 221 330	1 134 732	853 510	758 225	311 665
Remboursement de dette bancaire	541 150	504 213	432 882	442 067	519 550	549 955	553 690	552 897	620 248	690 676	689 983	700 459	700 000
Remboursement dette TE64				2 413	6 777	11 516	17 880	18 124	23 105	26 799	34 567	72 758	70 079
TOTAL REMBOURSEMENT DETTE	541 150	504 213	432 882	444 480	526 327	561 471	571 570	571 020	643 353	717 475	724 550	773 217	770 079
= CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT NETTE	223 279	67 835	187 427	1 918	12 768	-241 906	-48 169	492 579	577 978	417 257	128 960	-14 992	-458 414

Recettes Financières d'investissement	272 706	578 857	316 264	411 385	380 707	510 885	494 661	259 900	441 639	461 607	436 896	645 022	738 000
FCTVA	180 485	528 678	190 873	224 523	234 762	330 310	276 893	103 208	205 668	149 415	293 434	523 114	198 000
Taxe d'aménagement	92 221	50 179	125 391	186 862	145 945	180 575	217 768	156 692	235 971	312 192	143 462	121 908	120 000
Cessions immobilières													420 000

Disponible pour investissement après remboursement de dettes	495 985	646 692	503 691	413 303	393 475	268 979	446 492	752 479	1 019 617	878 864	565 856	630 030	279 586
---	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	------------------	----------------	----------------	----------------	----------------

Encours de dette	7 210 570	7 560 357	7 127 475	7 786 108	8 266 559	7 716 604	7 162 913	6 610 017	8 161 769	7 585 794	6 895 810	6 195 351	5 926 186
-------------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------

Nouveaux Emprunts contractés	854 000	1 500 000	1 000 000	2 172 000
------------------------------	---------	-----------	-----------	-----------

Capacité de désendettement	9,4	13,2	11,5	17,4	15,3	24,1	13,7	6,2	6,7	6,7	8,1	8,2	19,0
-----------------------------------	------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	------------	------------	------------	------------	------------	-------------